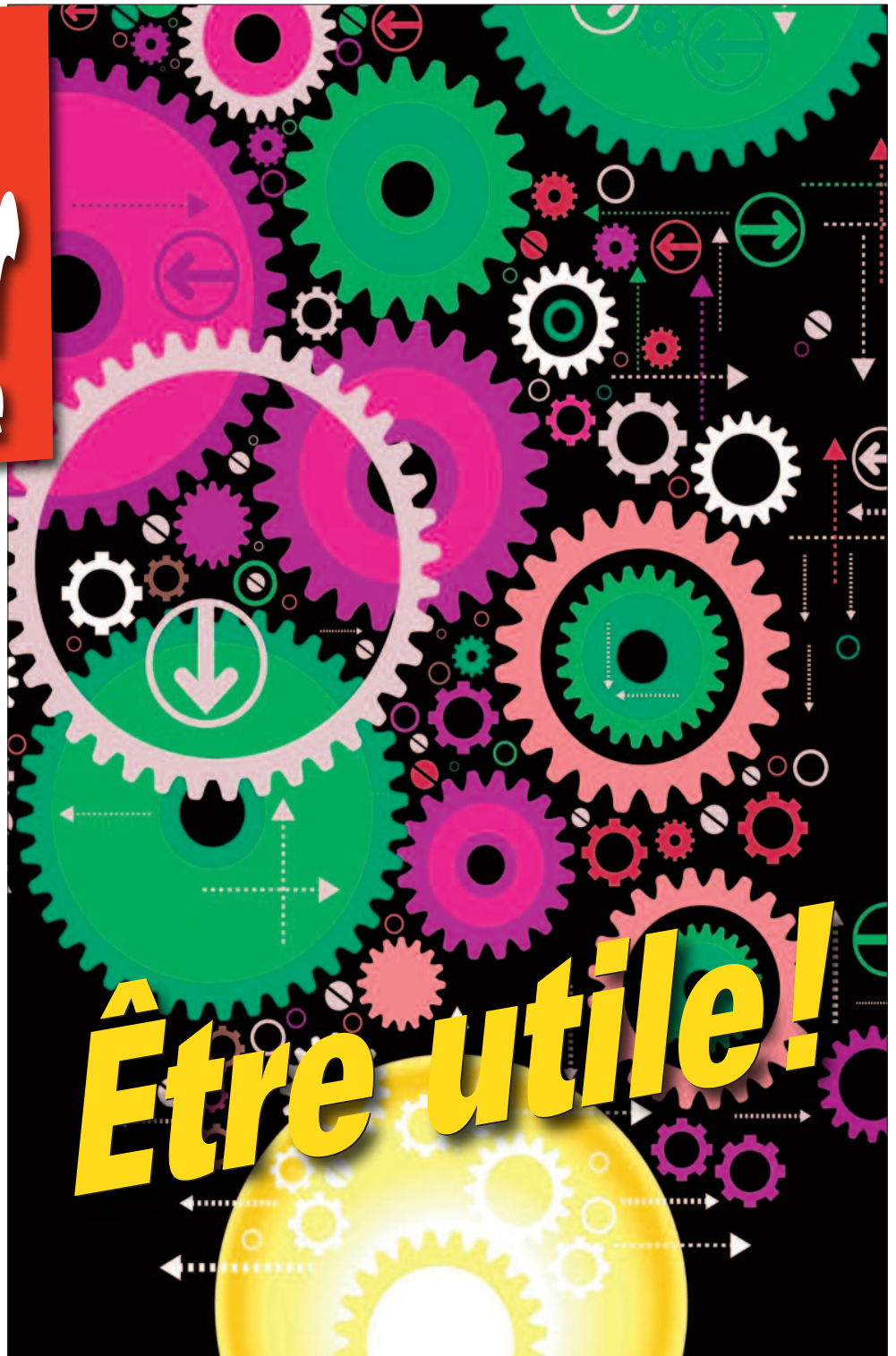


N° 4650 bis

Le Travailleur du Lot-&-Garonne



Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 97^e année - 1,20 €

Sommaire

en bref p 2 et 3

La grippe aviaire - Les « cathos intégristes » passent à la caisse - Retraite des cheminots - Mer47 à Oradour-^s/Glane - Agriculteurs - Les chômeurs restent tous à la porte - Quatre-vingt-onze - Stigmatisation - Conséquences de la loi NOTRe - les lundis de gauche - 8^e liste de souscripteurs

à mon avis p 3

actu p 4 à 8

Eysses, il y a 72 ans! - Crise de l'élevage - MODEF, syndicalisme agricole - L'eau, un besoin, un droit, un combat (2/2) - UPSA et le patron voyageur - Travailler à la préoccupation numéro un des Français

à propos de p 6

locales p 9

Lamontojoie - Marmande - Casteljaloux - Agen

culture p 10

Merci patron - Trésors d'archives - Le Jardin d'Élie

Être utile!

ÉVOLUTION
DIPLOME
ACTIVITÉ
FORMATION
CURRICULUM VITÆ
INTÉRIM
MÉTIER
EMPLOI
TRAVAIL
RECRUTEMENT
CONTRAT
EMPLOYEUR
MISSION
PROFESSION
JOB
COMPÉTENCES
CDI
ENTREPRISE
POSTE

Travailler à la préoccupation numéro un



UPSA et le patron voyageur

Crise de l'élevage

communiqué du PCF



Eysses, il y a 72 ans!



La grippe aviaire

Dernier subterfuge pour éliminer les petits éleveurs ! Le gouvernement veut mettre en place des mesures radicales qui vont faire mourir les petits éleveurs. Selon l'agence nationale de sécurité alimentaire (ANSE), « l'ensemble des segments analysés sont de type aviaire, ce qui permet de considérer comme quasi-nul le risque de transmission à l'homme ».

La possible mutation est un épouvantail car elle s'est produite uniquement dans les pays asiatiques, là où les personnes dormaient avec les animaux. De plus, la grippe aviaire a tué dans le monde, depuis 2003, à peu près 450 personnes, dont aucun cas en France. Tous les oiseaux sauvages (palmes, canards, aigrettes, roitelets, moineaux) sont également porteurs du virus, et il est évident que

nous ne pouvons pas les traiter. Résultat : après un vide sanitaire de deux mois qui aura coûté des millions aux contribuables et condamné à mort nombre d'exploitations, on retournera à la case départ.

Les dispositions d'aides vont profiter aux grandes coopératives pour leur permettre de liquider tout leur stock sur le dos des petites exploitations : tout bénéf ! Toutes les grandes maisons vendant du foie gras continueront à importer des canards élevés et gavés dans les pays de l'Est, sans aucune garantie sanitaire mais au moindre coût et au moindre goût !

Elles peuvent être rassurées : le gouvernement leur garantit de réduire fortement la concurrence ! Et après, on va nous vanter le « libéralisme » ! ■

Alain Bouchez

L'enfer de la sous-traitance

Un mois et demi après son licenciement par Onet services, Rajae Gueffar, l'agent d'escala espère encore réintégrer son poste, mais sa situation semble s'enliser. Le temps passe, Rajae maigrit à vue d'œil et rien ne bouge. En décembre dernier, à quelques jours de Noël, son cas avait pourtant

ému. Le MJCF 47, le PCF 47 et surtout le syndicat CGT 47 avaient dénoncé le licenciement abusif. Ils ont tout fait pour que cela évolue en faveur de Rajae mais depuis, plus rien. Elle a perdu 11 kg, en 45 jours... « *Je ne mange pas, je ne dors pas, je prends des médicaments mais je n'arrive pas à accepter mon licenciement...* »

Dominique Abella, secrétaire départemental CGT cheminots, doit prendre rendez-vous avec le directeur du technicentre. Francis Portes va écrire à la conseillère régionale EELV Maryse Combes. Affaire à suivre. Le PCF appelle à soutenir l'action de la CGT pour la réintégration de Rajae Gueffar chez Onet. ■

Retraite des cheminots

Les cheminots retraités recevaient leur pension trois mois à l'avance (à terme à échoir). Depuis le 1^{er} janvier 2016, ils la touchent mois par mois, toujours à terme à échoir. Ce que veut le gouvernement, c'est qu'ils la perçoivent comme dans le privé, à terme échu.

Les cheminots avaient gagné ce système de versement par la lutte. Encore un nouveau recul ! Tous les retraités devraient recevoir

leur pension à terme à échoir ! Il est primordial que les salariés en général, continuent à se syndiquer... ou se syndiquent de préférence à un syndicat de lutte pour voir les mauvais coups venir et donc anticiper les luttes. ■

Maurice Gérard
cheminot retraité syndiqué à la CGT

Mer47 à Oradour-sur-Glane

Mer47 organise un voyage à Limoges et Oradour-sur-Glane du 18 au 20 mars 2016 colloque sur l'école de la République et visite d'Oradour avec hébergement de nuit à l'hôtel Comfort à Feytiat (87 220) dans la banlieue de Limoges, tarifs :

personne seule 150 €
en couple 250 €

Inscription auprès du trésorier de Mer47 : André Escobar - 2 bis rue du 8 mai 1945 - 47 390 Layrac, avant le 14 février 2016, accompagné du versement. Le nombre de places est limité à 40 personnes. ■

Agriculteurs

La semaine dernière en Lot-et-Garonne, comme au plan national, les actions des agriculteurs se sont multipliées, notamment pour

les producteurs de viande qui subissent la baisse des cours, laquelle met en péril les exploitations qui restent. Ils s'en prennent aux grandes centrales d'achats et de distributions, aux grandes enseignes qui font des marges considérables sur le dos des agriculteurs. Ils demandent le retour aux quotas laitiers et une TVA sociale pour les produits des pays tiers qui n'ont pas les mêmes normes sociales et sanitaires. Une régulation du marché est également demandée pour maintenir les prix. Les députés communistes et Front de gauche ont déposé une proposition de loi pour assurer des prix rémunérateurs eurocompatibles, projet sans cesse repoussé par les partisans du libéralisme actuel en France et en Europe. Ils trouvent en face les amis de la coordination rurale... ■

Les chômeurs restent tous à la porte

Les agents d'Île-de-France et de trois régions se sont mis en grève lundi pour protester contre la généralisation de la fermeture des pôles emplois l'après-midi et la dématérialisation du suivi du chômeur. « Les chômeurs sont l'armée de réserve du capital ». ■

Conséquences de la loi NOTRe

Une circulaire du gouvernement empêche le département de verser les subventions de la fin d'année !

Raymond Girardi, vice-président du conseil départemental a, récemment, exprimé son mécontentement doublé d'une colère contre les effets pervers de la loi NOTRe. En effet, cette loi transfère la compétence économie désormais exclusive à la nouvelle grande Région. Pierre Camani, président, en convient : la nouvelle circulaire du gouvernement censé clarifier les compétences issues de cette loi NOTRe entre la Région et le Département pose problème. En substance, toutes les commissions permanentes et leurs décisions d'accorder telle ou telle subvention à une activité privée, à un projet d'entreprise, ou d'un exploitant agricole, sont nulles et non

avenues si elles n'ont pas été exécutées avant la fin de l'année dernière ! Le président ne veut pas croire que la situation va en rester là. C'est l'ensemble des Départements de France qui est concerné. Raymond Girardi mécontent : « *Je n'ai jamais vu ça. Cette loi est une ignominie ! Parce qu'elle va interdire aux Départements d'aider les acteurs économiques tels que les artisans, les PME, ou encore les exploitants agricoles, à créer des richesses, de l'emploi. Et en plus, qu'apprend-on ? Elle est rétroactive puisqu'elle ne permet pas à la collectivité de respecter ses engagements ! Qui a aidé les zones rurales, sinon le Département ? Ce ne serait pas la Région puisqu'elle a annoncé qu'elle continuerait comme avant. C'est un coup bas porté à la ruralité* ». Christian Dézalos, responsable aux finances, convient qu'il y a un grand flou juridique, qu'il « *faut attendre* ». Mais « *contraindre la collectivité à revenir sur ses décisions serait aberrant* ». ■

Quatre-vingt-onze

Ce sont les millions d'euros de dépenses d'intérim engagés par EDF en 2010, l'année où Maxence est devenu l'un des 2 millions d'intérimaires, en mission en France. EDF vient d'annoncer mille suppressions de postes statutaires. ■

Stigmatisation

Mesure choc contre les chômeurs, le Haut-Rhin a décidé de conditionner l'attribution du RSA à sept heures de bénévolat. Si l'on trouve sept heures de bénévolat à 20000 bénéficiaires du RSA, sûrement qu'on pourrait leur trouver du travail... ■

à organiser collectivement

LES LUNDIS DE GAUCHE

PORTE-OUVERTE POUR 2017

Chaque lundi de gauche se tient:

de 18h30 à 20h30 à l'Espace Niemeyer
2, place du colonel Fabien à Paris

Les intervenants suivants sont annoncés: Thomas Piketty, Yannick Jadot, Clémentine Autain, Marie Desplechin, Meriem Derkaoui, Lilian Thuram, et Roland Gori...

Ces rencontres sont retransmises en direct sur internet:

<http://www.dailymotion.com/video/x3q79b1>

Appel aux démocrates

élection régionale

souscription exceptionnelle 17000 €

8^e liste

Louis Capot

Saumont

50 €

À ce jour, la souscription exceptionnelle a permis de collecter 6535 € sur 17000 € nécessaires.

Le conseil départemental du PCF remercie l'ensemble des souscripteurs mais aussi, par avance, celles et ceux qui vont apporter leurs contributions pour maintenir les moyens d'agir et faire reculer les inégalités, travailler à rassembler pour une meilleure utilisation de l'argent public et amorcer un changement durable. ■



Le Travailleur de Lot-et-Garonne

fondé par **Renaud Jean**, premier député communiste de France
directrice de la publication: **Jacqueline Debord** - rédaction: **Michel Ceruti, Lysiane Chantre, Édmond Coëdelo, Roger Déjean, Jean-Claude François, Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique Mirande, Guy Rauzières, Vincent Santoro, Claude Vaccari**

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**

18, rue Jules Ferry 47 006 Agen

Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01

letravailleur@orange.fr

CCP 1309 19X Bordeaux 1^{er} trimestre 2016 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0620 C 86962

à mon avis

Être utile

Cette semaine, les annonces démagogiques ont fusé de tout bord: dans le Haut-Rhin, les bénéficiaires du RSA devraient faire sept heures de bénévolat... Le gouvernement parle d'allocations-chômage dégressives, alors que le président y était opposé en 2011...

La répression syndicale est de plus en plus forte à l'égard des ouvriers qui luttent et ne veulent pas perdre leur travail. Ce chantage à l'emploi permanent ne peut plus durer.

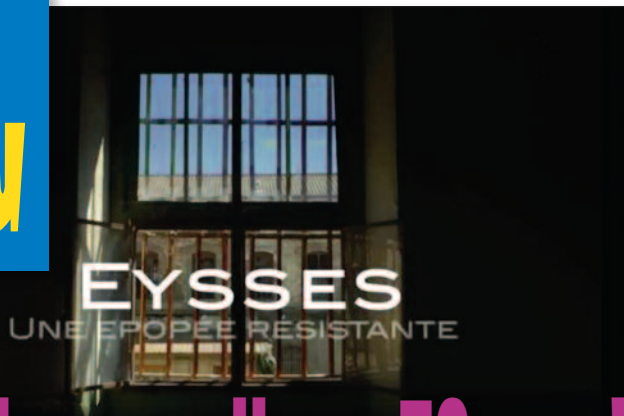
Dans le département, 28507 demandeurs d'emploi sont comptabilisés par Pôle emploi. L'avantage de disposer d'une « armée de réserve de travailleurs »

sert le système qui, grâce à cela, peut faire pression sur les actifs et revenir sur les conquêtes sociales des XIX^e et XX^e siècles

Il faut remettre le commun au cœur des luttes. Le renouveau industriel de Lot-et-Garonne doit se faire avec tous les acteurs de la création de richesses... La préoccupation première des Français est l'emploi. Il faut y répondre!

« Être utile, avec tous les progressistes et les élus disponibles, pour avancer des propositions partagées par une majorité ne peut que donner du sens à l'engagement communiste... » ■

Vincent Santoro



Eyssees, il y a 72 ans!

L'association nationale pour la mémoire des résistants et patriotes emprisonnés à Eyssees nous invite aux cérémonies de l'anniversaire de l'insurrection d'Eyssees.

1 projection du film de Stéphane Bihan

« Eyssees, une épopée résistante - 1200 résistants emprisonnés réinventent la République »

samedi 27 février
à 18h00 au cinéma « Utopie »
3, rue de la Duchesse à S^{te}-Livrade

Ce documentaire de 52 minutes, diffusé sur FR3 Aquitaine et FR3 national en décembre dernier, a été salué par de très nombreux organes de presse, dont *Le Monde* («...un documentaire à ne pas rater...»), *l'Humanité* («...des hommes debout...»), *La Vie* («... un



récit passionnant...»), *le Parisien* («...pour retrouver du courage...»), *la Dépêche* et *Sud-Ouest* qui ont publié reportages et entretiens.

Un débat suivra la projection, en présence du réalisateur, de quelques survivants d'Eyssees (qui ont témoigné dans le film), si leur état de santé le permet, et de responsables de l'association.

2 cérémonie officielle de **commémoration au mur des fusillés** de la prison d'Eyssees

dimanche 28 février

9h30 place de la Révolution

rassemblement - dépôt de gerbes devant le monument aux martyrs d'Eyssees

10h45 devant l'entrée de la prison d'Eyssees

allocution - Chant du départ - cérémonie devant le mur des fusillés

(attention, carte d'identité obligatoire pour entrer dans la Centrale)

11h30 dépôt de gerbe par le PCF à la stèle du cimetière S^{te} Catherine

12h00 vin d'honneur offert par la municipalité à l'hôtel de ville de Villeneuve-sur-Lot. ■

Communiqué du PCF Crise de l'élevage

« De nouvelles annonces au parfum de réchauffé »

Depuis plus d'une semaine, les éleveurs de porcs, lait, viande sont mobilisés et expriment colère et inquiétude. Un vaste plan social qui n'en porte pas le nom guette les producteurs français. Le diagnostic est connu, démantèlement des outils de régulation, libéralisation des marchés, dumping social, concentration de l'agriculture au profit des géants de l'agroalimentaire et de la grande distribution. À cela s'ajoutent les difficultés sanitaires, fièvre catar-

rhale ovine, grippe aviaire.

Faute d'affronter le sujet de prix agricoles rémunérateurs, comme celui des travailleurs détachés en Europe, les mesures gouvernementales de l'été dernier n'auront été qu'incantatoires.

Aujourd'hui, le gouvernement s'installe dans de nouvelles annonces au parfum de réchauffé. Les 290 millions d'euros supplémentaires alloués au plan de soutien à l'élevage ne répondront que partiellement aux producteurs les plus en difficulté.

L'eau, un besoin, un droit, un combat (2/2)

Histoires d'eau en France et dans le monde

Marie Renée Gérard

Dans notre pays, l'eau est un enjeu d'importance pour une gauche en construction. Elle ne sera résolue qu'en s'attaquant, en toute lucidité, à la domination des grands groupes privés qui subissent une pression constante de leurs actionnaires. L'eau dans notre pays, dans notre continent et dans le monde n'est pas compatible avec le système capitaliste.

Quelques histoires d'eau dans le monde

La situation la plus criante est celle vécue journalièrement par les Palestiniens. Nous nous devons de dénoncer avec plus de force cette guerre de l'eau menée par Israël qui accapare la plus grande partie de l'eau de la région. Elle détourne

75 % des ressources en bordure des territoires des Palestiniens en ne leur laissant que 25 %.

En comparaison, consommation d'eau par jour et par personne : 700 litres aux États-Unis, 1000 litres à Las Vegas, 200 litres de moyenne en Europe (150 litres en France), 150 litres en Israël et 30

litres en Palestine !

Israël, en continuant à créer des colonies israéliennes sur les territoires palestiniens, détourne l'eau à son profit et la laisse couler sans vergogne et alimente des piscines individuelles.

Actuellement à Gaza, l'eau salée entre dans les nappes phréatiques.

Elle remplace l'eau détournée, c'est un scandale: que fait l'ONU?

- En Afrique, le lac Tchad est passé de 25000 km² à 2500 km². Les femmes et les jeunes filles vont de plus en plus loin chercher l'eau. La raréfaction de l'eau entraîne l'abandon de la scolarité des filles dès qu'elles sont en âge d'aller chercher l'eau...

- En Chine, l'eau des fleuves jaune, bleu, rouge est d'une couleur indéfinissable privant ainsi des millions de personnes d'eau potable. Il faut signaler que dans ce pays les émissions de gaz à effet de serre ont dépassé celles des États-Unis.

- En Australie, une mine de cuivre qui rapporte des profits pharaoniques (15 milliards), con-

Des solutions durables existent. Le droit à une alimentation de qualité pour tous appelle à une vraie politique de gauche. La proposition de loi déposée en septembre 2015 par les parlementaires du Front de gauche est à disposition pour apporter de vraies solutions aux éleveurs et faire écho aux mouvements paysans. Nous proposons de légiférer sur la réduction des marges et pratiques abusives dans la grande distribution. Les prix agricoles doivent faire l'objet de

négociations annuelles et pluralistes à travers des conférences des prix. Les filières alimentaires relocalisées doivent être soutenues, l'indication d'origine des produits agricoles appliquée. L'Europe doit reconquérir l'ambition de sa souveraineté alimentaire. Elle doit se doter d'outils de gestion et de planification, tels des stocks régulateurs, des prix indicatifs... Pour que la PAC soit au service de l'intérêt général, il faut faire échec au projet de traité transatlantique. ■

Paris, le 27 janvier 2016

UPSA et le patron voyageur

Dans sa livraison du 8 février, Sud-Ouest relatait la prise de distance du fraîchement arrivé Thierry Lhuillier de l'entreprise UPSA SAS. Plus précisément, mandaté par son actionnaire majoritaire BMS sur des missions à l'international, l'actuel PDG ne pourrait désormais consacrer au site d'Agen que 20 % de son temps.

Cette décision « est prise alors que l'entreprise est aujourd'hui face à des difficultés à venir sérieuses. Dont la traduction visible est aujourd'hui la réduction régulière sur les deux derniers exercices du volume de production de l'usine. On comprend, après ce lâchage en plein vol, que les salariés de l'entreprise soient encore plus anxieux pour leur avenir. Car il faut bien reconnaître que tout se conjugue aujourd'hui pour mener l'entreprise dans le mur.

Mesures stratégiques

D'abord, la liquidation des équipes de commerciaux du groupe, il y a quelques années, avec la fermeture des sites d'Île-de-France. Le motif avancé alors par la direction: la suppression des doublons, la multinationale BMS devait reprendre à sa charge les campagnes commerciales. En conséquence, la force de frappe commerciale de l'entreprise a disparu et la conquête de marchés nouveaux avec elle! (suite page 6)



Modéf, syndicalisme agricole

La profonde crise dans laquelle se trouve l'agriculture aujourd'hui appelle des réponses appropriées de la part des pouvoirs publics. Les agriculteurs ne se satisfont plus de mesures de rattrapage qui ne rattrapent rien, de toute façon, au regard de la démographie agricole toujours déclinante. C'est pourquoi le Modéf qui vient de renouveler son bureau, est déterminé à faire avancer ses revendications sur lesquelles il travaille depuis des années et qui ont été confirmées lors de son congrès à l'automne dernier.

Le Modéf partage la même colère que les autres syndicats agricoles, mais il ne préconise pas les mêmes remèdes. Certains sont à l'opposé puisqu'ils visent à garder le plus grand nombre de paysans dans les campagnes (voir la page Facebook du Modéf).

Le Modéf, c'est la **défense de l'agriculture sur les petites et moyennes exploitations**. Par là même, il vise au maintien d'une **agriculture diversifiée**, le contraire de la grande monoculture destructrice de l'environnement. L'espace rural a besoin d'un syndicat qui défende ces valeurs-là, mais celui-ci doit être soutenu par les agriculteurs et par tous les citoyens qui ont ces valeurs en commun. Le Modéf 47, à l'occasion du recrutement d'un jeune animateur, a lancé une campagne de visite auprès des agriculteurs susceptibles de rejoindre ce mouvement.

Composition du bureau: président, Gilbert **Dufour**; secrétaire, Jo-Bernard **Poulmarc'h**; trésorier, Patrick **Cours**. ■

somme 35 millions de litres d'eau. ● Toujours en Australie, un site aurifère dégrade la nature au-delà de l'imaginable. Les rejets de métaux lourds, d'arsenic, de sel, de manganèse... qui se déversent dans l'eau, ne sont traités que depuis que l'on se soucie de l'environnement. Ce site consomme sept millions de litres d'eau par jour. C'est la société Véolia qui la gère!

● Des populations entières vont être des réfugiés climatiques à l'exemple du Bangladesh avec la montée des eaux. Les femmes seront particulièrement victimes car elles n'ont pas le droit de sortir seules de chez elles!

● Le changement climatique dans les pays en voie de dévelop-

pement commence à avoir de graves conséquences sur la santé publique. Les zones infestées par le paludisme et la dengue pourraient s'étendre plus au nord. L'augmentation de la quantité de virus et de bactéries dans les zones côtières est responsable d'épidémies, de gastro-entérites et de septicémies.

Dans le monde entier, l'eau contaminée est l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre. Le chiffre de vingt mille victimes quotidiennes d'une maladie transmise par l'eau est annoncé pour les pays en voie de développement. Les associations humanitaires font ce qu'elles peuvent avec les moyens donnés essentiellement par les souscripteurs (ex: Unicef).

Des procédés existent: par exemple la « paille » qui assainit l'eau souillée mais les États ne font pas le choix de construire des stations d'épuration. Le peuvent-ils? N'oublions pas que nous avons, nous Européens, pillé les ressources de ces pays.

Conclusion

Nous avons avec l'eau, le plus grand défi écologique de l'humanité pour les décennies à venir. Avec le réchauffement climatique, elle est devenue aujourd'hui un enjeu vital et global. Il faut se saisir des réalités et imaginer un modèle économique par rapport au projet de société dans laquelle nous voulons vivre

pour préserver notre planète. Il reste beaucoup à faire dans le monde pour gérer l'exploitation des eaux, pour adapter l'agriculture, réduire la faim et la pauvreté.

Nous ne pourrons pas changer le climat mais tous ensemble nous pouvons changer le système économique. C'est le capitalisme qui a provoqué cette crise environnementale, économique et climatique.

Les techniques existent, la science a fait d'énormes progrès mais cela reste à l'état expérimental car les moyens pour les créer à grande échelle sont bien là, mais notre système économique refuse de les distribuer: alors prenons-les! ■

(suite de la page 5)

Ensuite, la filialisation de la production et la création d'UPSA SAS ont deux objectifs implicites: accroître les rendements d'échelle de la production du site d'Agen et pérenniser les profits de BMS. Dans un premier temps, l'augmentation du volume de production pour baisser les coûts unitaires devait permettre d'anticiper les pertes unitaires induites par le « généricage » du paracétamol demandé par le ministère de la Santé pour cause de Pacte de responsabilité. Avec, d'ici à 2017, pas moins de 11 milliards d'euros d'économies exigées par le gouvernement sur les dépenses de la branche maladie de la Sécurité sociale, le passage au générique du paracétamol importé d'Asie a été plus ou moins imposé comme une des solutions d'économie, mais au

risque lourd de réduire les débouchés et la rentabilité actuelle de l'entreprise. Quant à la filialisation du site d'Agen, dans ce contexte, elle devait permettre sans risques de pérenniser la remontée de valeur à l'actionnaire principal de la nouvelle entreprise UPSA SAS qui n'est autre que BMS, l'ancien propriétaire... L'expérience a déjà montré qu'un siphonnage de la valeur est toujours plus simple et moins risqué financièrement avec une entreprise filialisée. En conséquence, si les profits continuent d'affluer pour l'actionnaire, l'emploi et l'investissement eux n'ont pas bougé. Enfin, la baisse récente du volume de production avec la perte de 50 à 70 millions de boîtes de paracétamol en sortie de production, c'est une perte de chiffre d'affaires en fin d'exercice et donc une hausse des coûts unitaires de production.

Résultat prévisible: un besoin de restaurer bénéfices et marges... avec toutes les conséquences que l'on sait pour l'emploi.

En réalité, si l'on fait le lien avec l'ensemble des restructurations dans le secteur de la pharmacie et de la chimie pharmaceutique, ce qui se passe sur le site d'UPSA n'a rien de surprenant. Les délocalisations de productions à faible valeur ajoutée sont légion. **Pfizer** ne produit plus aucun médicament en France. **Servier** annonce la délocalisation d'une partie de ses productions en Europe de l'est et en Asie. Et **Sanofi** a déjà liquidé pas moins d'une dizaine de milliers d'emplois sur la même démarche.

À chaque fois, c'est l'emploi qui trinque et les salariés qui règlent la facture.

Des atouts pour le département

Si elle devait être mise en œuvre, il faut mesurer l'impact de cette évolution pour notre territoire. UPSA SAS, c'est 1450 salariés du bassin d'emploi agenais et vraisemblablement 3000 emplois induits. La disparition, même progressive, de l'entreprise serait une catastrophe pour l'ensemble du bassin de vie et pour le département. Nous ne pouvons laisser faire en attendant le désastre. Cette entreprise, ses savoir-faire sont

des atouts pour le département. Il faut les valoriser pour développer le territoire et l'emploi sur le territoire. Les salariés de l'entreprise et leurs organisations syndicales, les élus locaux et les services de l'État, les acteurs économiques et financiers du département et de la région doivent se mettre autour de la table, avec la direction de l'entreprise, pour étudier les alternatives à ce sombre horizon. Et celles-ci sont nombreuses. Les lignes de production d'UPSA SAS sont obsolètes, elles nécessitent des investissements de modernisation pour assurer le développement de l'entreprise.

Dans le même temps, l'entreprise est presque mono produit, elle a besoin de s'ouvrir sur de nouveaux produits. Cela implique de développer les liens avec des secteurs de recherche publics ou privés de la pharmacie afin de générer des dynamiques d'innovation. Mais aussi avec le secteur bancaire local pour financer ces développements. Et cela doit se faire en développant l'emploi et les formations sur le site agenais.

C'est de cette construction de synergies qu'UPSA SAS et notre territoire ont besoin. Pas d'un patron voyageur qui fait trois petits tours et puis s'en va... ■



Histoire de cogiter un peu...

À propos de Sarkozy et les autres

Sarkozy, Juppé, Fillon, Lemaire et C^{ie} sont bien embarrassés; ils se demandent comment faire encore pire que le gouvernement actuel, en matière de droits des travailleurs, de cadeaux au grand patronat, d'atteintes aux libertés individuelles (Habeas corpus) et collectives. C'est à celui qui proposera la politique la plus réactionnaire.

Alain Juppé, ancien Premier ministre, évite de rappeler qu'il a été condamné à deux ans de prison avec sursis pour abus de biens sociaux (mais sans enrichissement personnel). François Fillon, fidèle Premier ministre de Sarkozy pendant cinq ans, tente de s'en démarquer. Bruno Lemaire, ancien ministre de Sarkozy, voudrait bien « tuer le père ».

Bref, entre eux, ce n'est qu'une question d'ambitions personnelles.

Sarkozy n'arrête pas de battre sa coulpe

Après son mea-culpa de 2007, il remet ça, aujourd'hui. Il regrette d'avoir été grossier, insolent, présomptueux parce qu'un tel comportement: « abaisse la fonction de président de la République » (Sarkozy dixit).

Dans le prochain article: un « florilège » de ses déclarations de 2007 et de sa présidence; un rappel de ce qu'il regrette le plus, c'est-à-dire de ne pas avoir réalisé lui-même un certain nombre de mesures néfastes prises par le gouvernement actuel.

En 2007, ses courtisans et ses affidés n'arrêtaient pas de dire: « Il a changé! ». Et, bien entendu, les « grands » médias au service des puissants les avaient abondamment relayés.

À l'époque, j'avais écrit un article (Le Travailleur du 3 mars 2007) intitulé « celui qui a changé », dont voici des extraits: « Déjà, s'il avait changé en si peu de temps, on pourrait dire qu'un type qui change de langage et de comportement comme de chemise, c'est une girouette... Mais attention! Il ne faut pas se tromper, Sarkozy, justement, n'est pas une girouette. En changeant de ton et de tactique, il espère couillonner les couillons pour mieux servir les maîtres fortunés et tyranniques de l'économie libérale... ■

Edmond Coëdelo

Travailler à la préoccupation numéro un des Français

Suite à la réunion du conseil national du PCF des 16 et 17 janvier dernier, des rencontres de communistes se tiennent ou vont se tenir dans tout le département. Nous avons demandé à Michel Ceruti, secrétaire départemental comment le conseil départemental s'approprie la réflexion et comment il s'engage ?

MC : Le conseil national du PCF a débuté une réflexion à partir de l'analyse des contradictions de la société, ici et ailleurs, dans l'après élections régionales, mais aussi à partir des réponses capitalistes à sa crise, accompagnées des décisions politiques en France et en Europe par les exécutifs, ainsi que leurs conséquences sur la structuration de la société, à la fois dans les avancées et les délitements sociaux qui fragilisent douloureusement l'avenir. Et donc, l'appel à une réponse communiste digne du XXI^e siècle : **le dépassement du système capitaliste actuel vers un nouveau mode de production écologique, social, solidaire et coopératif est à l'ordre du jour.**

Un débat au congrès pour donner du sens est salubre. Pierre Laurent a proposé, en s'appuyant sur la préoccupation numéro un des Français, à savoir l'emploi, de retourner sur

le terrain avec la campagne « *zéro chômeur, du travail pour tous !* ». Nous y sommes engagés en lien avec les enjeux du futur congrès.

Comment le PCF est-il engagé dans cette campagne dans le département ?

MC : Pour synthétiser, nous partons du travail que nous avons amorcé en Lot-et-Garonne depuis deux ans. Ce travail prolonge sur notre territoire, la campagne nationale du PCF pour une nouvelle industrialisation. Il s'agit, à partir des spécificités du territoire lot-et-garonnais, de travailler les conditions du développement de la création de richesses nouvelles, et donc d'emplois, de qualifications, de formation, des salaires... et de rassembler, dans le même temps pour y parvenir, les acteurs sociaux, syndicaux, économiques et politiques. Le levier concret est assez simple : obtenir, à l'échelle régionale notamment,

la mobilisation de l'argent public aux entreprises pour imposer aux banques locales, l'octroi de prêts aux entreprises, bonifiés partiellement ou totalement (en particulier les PMI/PME) lorsque celles-ci veulent investir sur des projets créateurs d'emplois avec l'appui, le contrôle et/ou la maîtrise des acteurs sociaux de l'entreprise et du territoire avec, à leurs côtés, les élus locaux. Ni plus ni moins, il s'agit de pousser au contrôle démocratique de l'usage de l'argent public et de l'argent des banques. Cela veut dire en clair que nous voulons créer un rapport des forces capable

de le décider, de le mettre en œuvre, avec le suivi démocratique.

Quel bénéfice pour l'entreprise de cette démarche ?

MC : D'une part, réduire son coût du capital (ses frais financiers) et améliorer son efficacité productive, d'autre part, accroître le débouché local (le carnet de commandes) en créant des emplois stables.

Quel bénéfice pour le territoire et les salariés ?

MC : Développer l'emploi local, la formation et les qualifications, (suite page 8)

Soutien aux Goodyear

Jeudi 4 dernier, une centaine de personnes étaient rassemblées devant la préfecture de Lot-et-Garonne ; principalement des militants de la CGT, mais aussi différents acteurs de la gauche locale. Ils étaient là pour protester contre la décision de justice qui a condamné les huit de chez Goodyear, pour avoir retenu des dirigeants de l'entreprise. « Cette condamnation est sans précédent » explique Fernand Gonzalez. « Et retenir des responsables n'est franchement pas une nouveauté. Cela a été fait lors du combat à l'usine de Fumel, sans tracas judiciaires. À Goodyear, les dirigeants retenus ont retiré leur plainte. Ce qui montre bien l'acharnement politique. »

Jean-Paul Darrasse, chargé d'accueillir les adhérents qui mettent en place le syndicat dans de nouvelles entreprises, cite deux entreprises de l'Agropole : « ...de la difficulté aujourd'hui d'implanter un syndicat. Dans l'une, la création a engendré des procédures pour inaptitudes au travail. Dans l'autre, la direction s'est servie des délégués du personnel en place pour les témoignages (délation, dit autrement). » Enfin, dans une troisième, la DRH a envoyé un courrier où « l'on demande tout bonnement au personnel de donner les noms. C'est de la délacion ».

Une délégation menée par Laurent Jacquelin (secrétaire départemental de la CGT) a été reçue à la préfecture. ■

(suite de la page 7) les services publics qui vont avec, ce qui crée de la valeur ajoutée pour le territoire et des ressources fiscales nouvelles et dynamiques. Ce travail est évidemment d'envergure, de moyen et long terme. C'est une bataille politique que nous menons avec l'aide de Frédéric Rauch, rédacteur en chef de la revue du PCF, « *Économie et politique* ».

En pratique ?

MC: En pratique, depuis deux ans nous rencontrons des syndicalistes, du Fumelois, de l'Agenais, du Marmandais, ainsi que des chefs d'entreprise de PME et TPE pour faire connaître et partager notre démarche qui n'aura de crédibilité que si elle est portée collectivement. Un premier forum s'est tenu le 15 octobre dernier à la Chambre des métiers. Dirigé plus spécifiquement vers les entreprises, il sera

suivi d'un autre en mars prochain, plus tourné vers les salariés et les citoyens. Pour ancrer notre démarche sur le terrain, nous organisons des rencontres de sections du PCF pour définir ensemble les priorités du moment. Jeudi dernier, c'était à Agen, où se tenait une assemblée sur l'enjeu de l'avenir d'UPSA avec le désengagement de BMS (voir article pages 5 et 6). Avec 1420 salariés directement concernés, c'est tout le bassin de vie qui peut subir les effets de la situation. Même démarche sur la partie gersoise en Auvignon où avait lieu une rencontre des communistes sur l'agriculture et l'agroalimentaire, le développement du territoire. Comme à Nérac où l'offre de soins est en jeu avec la volonté de l'Agence régionale de santé (ARS) de fusionner l'hôpital du territoire avec Agen, dans un groupement hospitalier de territoire. En Landes de Gascogne, la semaine prochaine, sur la question de la filière

L'emploi paie le prix fort

(source Direccte Aquitaine septembre 2015)
 Fin août 2015
17 697 demandeurs d'emploi de catégorie A
28 507 demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C
 Le taux de chômage (catégorie A)
+ 7,9 % en 1 an (rappel Aquitaine + 5,8 %)
 Le taux de chômage (catégories A, B, C)
+ 9,4 % en 1 an (rappel Aquitaine + 8,6 %)
 Chômeurs de plus de 50 ans
+ 14,2 % en 1 an

bois avec groupe STEICO qui fait parler de lui, ou en Marmandais avec le groupe aéronautique Lisi Creuzet, récemment racheté par un grand groupe européen et désormais directement soumis aux objectifs de rentabilité financière des actionnaires ; à Meilhan, là encore, sur l'agroalimentaire, le vin... ou l'accompagnement à domicile des personnes âgées dans des conditions dignes d'aujourd'hui... Le maillage PME dans chaque lieu est un potentiel de développement sur d'autres bases que celles qui prévalent aujourd'hui. Ce sera aussi une rencontre en Coteaux de Gascogne, l'échange engagé lors des régionales se poursuivra autour des enjeux de développement

à partir de la noisette... Le tour de Lot-et-Garonne se poursuivra pour construire des rassemblements capables de porter la question évoquée et faire vivre la campagne « *zéro chômeur, du travail pour tous !* ». Être utile avec tous les progressistes et les élus disponibles pour avancer des propositions partagées par une majorité ne peut que donner du sens à l'engagement communiste, à son renforcement, à la capacité de changer les choses au quotidien et, au final, à l'avenir. Avoir un emploi qualifié avec des services publics adaptés dans un cadre de vie agréable, dans un département qui nous tient à cœur, cela pourrait être gratifié par un résultat électoral prometteur... ■

17 000 euros
souscription
populaire



Parti communiste français
 18, rue Jules Ferry
 47 000 Agen

Je verse 10 euros 20 euros 30 euros 50 euros
 euros

prénom nom

adresse

code postal ville

Tout versement par chèque ouvre droit à une réduction fiscale de 66 % du montant versé. (chèque à l'ordre de ADF PCF 47). Les ressources financières du parti communiste sont transparentes. Votre don, aussi modeste soit-il, contribuera efficacement à la démocratie, à l'expression et la prise d'initiative du parti communiste. Ce sont des éléments majeurs pour continuer notre combat dans l'ambition d'une gauche forte et alternative.

Lamontjoie

Les vingt ans du collectif

Samedi dernier à Lamontjoie, plus d'une cinquantaine de personnes ont répondu à l'invitation du président du collectif de défense de la ligne routière Agen/Condom, Jacques Farré.

C'est avec un succès renouvelé chaque année et plus particulièrement celle-ci qui a marqué le 20^e anniversaire de l'existence du collectif. Le succès consolidé est assuré par le consensus qui existe entre le syndicat Val de Baise Garonne, présidé par Philippe Beyries, adjoint au maire de Condom et le collectif de défense. Chaque année, un loto est organisé pour participer à l'équilibre de gestion de la ligne. Cette ligne permet à de nombreux habitants de se déplacer grâce à des tarifs modiques.

La ligne traverse un territoire de vie qui aspire à se développer avec le souci d'allier essor économique, emploi et services... Bon anniversaire! ■

Marmande

Marché de Marmande

Comme chaque samedi, point de rencontre sur le marché, à l'entrée de la rue piétonne, rue Toupinerie, les militants communistes sont présents. Ils débattent, échangent sur les préoccupations locales, nationales, européennes mondiales municipales. Ils organisent l'action, font signer des pétitions et diffusent le seul hebdomadaire départemental de gauche: le Travailleur. Samedi dernier, Gilles a collecté 72 signatures pour exiger la relaxe des Goodyear et, avec Michel qui est sou-

vent sollicité sur les questions municipales, ils ont diffusé huit exemplaires du journal. Le lieu est riche de rencontres très utiles et stimulantes pour l'engagement militant. La matinée se termine par le pot de l'amitié au « cœur des remparts ». ■

Délinquance vandalisme!

Vendredi dernier, l'amicale des locataires est alertée: à l'entrée C, un groupe de délinquants met le feu aux boîtes aux lettres et menace les locataires s'ils préviennent la police. Le lendemain, récidive à l'entrée A où l'ascenseur est mis en panne, l'abri bus abîmé; avec un va-et-vient de voitures et de dealers. Le mécontentement des locataires est grand, les institutions sont alertées. Depuis de nombreuses années, et encore récemment, Michel Ceruti, élu communiste, a proposé en vain pour le moment, la mise en place d'un éducateur de rue et d'un îlotier, nuit et jour. Peut-être sera-t-il enfin entendu? D'autant que les locataires y sont favorables. ■

Casteljaloux

Oui au festival de jazz!

À entendre le maire de Casteljaloux, la commune ne pourrait plus supporter la dépense du très populaire festival de jazz, lancé il y a trois ans, d'où son annulation. Principalement, la cause serait la (scélérate) baisse de la dotation de l'État aux communes. Rappelons

qu'elle se situe, pour Casteljaloux, autour de 150 000 € par an, sur une recette globale en impôts locaux de 2 200 000 €; pour ce qui concerne les compétences restantes à notre commune, cela fait un chiffre important. Mais les trois jours du festival de Jazz ont coûté aux Casteljalousains quelque 50 000 € une fois déduites les recettes des milliers d'entrées à 5 €. Or, le déficit annuel du complexe touristique (lac et golf) coûte, chaque année, depuis trente ans - en moyenne - 150 000 € compensés par nos impôts; de quoi faire trois festivals...

Question: pourquoi le maire ne s'en prend-il pas à cette dépense au lieu de celle pour le festival? Autre idée: ne pourrait-on pas mutualiser le festival avec la CCCLG (communauté des communes)? ■

JCF

Agen

Mobilisation des JC

« L'injustice du licenciement de M^{me} Gueffar: une plaie brûlante » témoigne Thomas Portes, responsable du MJCF lot-et-garonnais. Les JC 47 tenaient une conférence de presse pour soutenir cette travailleuse « licenciée pour faute grave: la violence de la décision est flagrante (...). D'un trait de plume, on bascule dans l'abîme d'un avenir incertain. Chômage et précarité: deux mots que le système nous renvoie au visage. Comme pour bien nous rappeler ce que nous sommes...: des esclaves au service exclusif du libre-échange. (...) Comme pour Air France, Goodyear et tant d'autres; il s'agit bien de violence... Mais d'une violence de classe. Une violence économique et sociale. »

En effet, la décision de « remercier » M^{me} Gueffar est affligeante, au regard de ses états de service de quinze ans pour ONET. Sacrifiée pour l'exemple sur l'autel de la finance... nous voyons bien ici les dérives d'un système toujours plus inhumain. Thomas conclut: « il faut sortir de ce libéralisme générateur de pauvreté, de précarité, source d'injustice et d'humiliation et créateur de guerres. Pour tous les salariés, femmes et hommes qui subissent le capitalisme, nous le devons! » ■



EN AVANT-PREMIÈRE À AGEN,
FÉVRIER AUX MONTREURS D'IMAGES À 20 HEURES 30

MERCI PATRON !

EN PRÉSENCE DU RÉALISATEUR,
FRANÇOIS RUFFIN.

« CE MOMENT DE DÉBANDADE PATRONALE
EST UN VRAI BONHEUR ! »
NICOLAS, PARIS.

« JE ME DIS QUE ÇA VA FAIRE
TOUT PÉTER, LÀ ! »
SYLVIE, PARIS.

« MAIS C'EST VRAIMENT VRAI,
TOUTE CETTE HISTOIRE ? »
ALAIN, COLMAR.

« OÙ EST-CE QU'ON PEUT LE VOIR ?
PARCE QUE JE VEUX LE MONTRER
À TOUS MES COPAINS EN FRANCE ! »
ANNE - SAINT-DENIS.

le premier film de Fakir débarque à Agen !

lundi 15 février à 20h30

David peut-il encore l'emporter contre Goliath ? Des pieds nickelés picards faire tanguer la multinationale LVMH, premier groupe de luxe au monde, et effrayer son PDG, Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France.

Jocelyne et Serge Klur fabriquaient des costumes Kenzo à Poix-du-Nord, près de Valenciennes. Mais leur usine délocalisée en Pologne, ils se sont retrouvés au chômage, criblés de dettes, et risquent maintenant de perdre leur maison.

Une intervention en assemblée générale des actionnaires suffira-t-elle à régler leurs soucis ? Parviendront-ils à toucher le bon cœur du PDG ?

Du suspense, de l'émotion, de la rigolade, et même de l'espionnage pour ce thriller social...

Dans une France triste, dans une gauche minée, voici l'arme antimorosité. L'Arnaque en version lutte des classes. Une farce, menée par des ouvriers, et qui redonne de la joie, et de la fierté, et de l'espoir. ■

À LA FIN C'EST NOUS QU'ON VA GAGNER !

CONTACT : merci patron@fakirpresse.info
FACEBOOK : Merci Patron



Au verger - il faut oser tailler !

Pommier : c'est bien en janvier que l'on attaque la taille des pommiers, juste après avoir terminé les poiriers qui bourgeonnent un peu plus tôt. On intervient au creux de l'hiver mais s'il ne gèle pas (ou à peine en fin de nuit). Si vous n'avez jamais taillé de fruitier, ne vous découragez pas. Mieux vaut tailler mal que pas du tout et trop court que pas assez. Avec ce rappel entête, commencez par aiguiser et désinfecter votre sécateur. Ensuite, attaquez en supprimant tous les rameaux mal dirigés, c'est-à-dire vers l'intérieur et qui croisent avec d'autres. Après, supprimez les rameaux en surnombre ; ceux qui partent par deux ou trois, pour n'en garder qu'un seul, et ceux qui sont trop près d'un autre rameau, sur la même branche. Une fois ce nettoyage réalisé, vous rabattez tous les rameaux conservés, en gardant trois ou quatre yeux (ou bourgeon ou dard) par rameau. On coupe un centimètre après le dernier organe conservé.

Poirier : du fer sur sol calcaire !

Les pêchers et les amandiers, mais aussi les pruniers et bon nombre d'arbres à noyau, s'adaptent très bien sur les sols calcaires, où l'on cultive la vigne. En revanche, les poiriers, pommiers et autres arbres à pépin souffrent. Seule solution : compenser la carence en fer du sol en apportant du sulfate de fer. Pour cela, on creuse à la barre de mine trois trous de quarante centimètres de profondeur à deux ou trois mètres du tronc, à l'aplomb de la ramure. On remplit les trous aux deux-tiers, de sulfate de fer et on arrose copieusement et lentement au goulot pour bien diluer le produit. On termine en rebouchant les trous avec la terre du jardin. Normalement, on administre ce traitement une fois par an ou tous les deux ans, ce qui permet d'éviter des chloroses qui fatigueraient l'arbre. On peut aussi apporter un bon compost que l'on enfouit au sol, sous la ramure, par un griffage léger. Les racinelles pourront alors se nourrir de ces matières organiques.

C'est à faire en février surtout dans les régions à hiver doux. ■

du 1^{er}
janvier
au
31 mars
2016

Archives
départementales
d'Agen
3 place de Verdun
47000 Agen
05 53 69 42 53
archives@cg47.fr
entrée libre

TRÉSORS D'ARCHIVES
DE LOT-ET-GARONNE

> Nouvelles entrées, nouvelles acquisitions 2012-2015
De la Renaissance jusqu'au XX^e siècle
DÉCEMBRE 2015 > MARS 2016
ENTRÉE LIBRE

EXPOSITION

LOT-ET-GARONNE
Le Département

du lundi au jeudi
de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h00 (vendredi 16h00)

Chaque année, le patrimoine écrit et iconographique conservé par les Archives départementales de Lot-et-Garonne s'enrichit de plusieurs dizaines de milliers de documents allant du Moyen Âge jusqu'aux années les plus récentes. ■